



UN RETOUR DIFFICILE

LE RÔLE DU GUATEMALA, DU HONDURAS ET
DU SALVADOR DANS UNE CRISE DES
RÉFUGIÉS DE PLUS EN PLUS GRAVE

Amnesty International est un mouvement mondial réunissant plus de sept millions de personnes qui agissent pour que les droits fondamentaux de chaque individu soient respectés.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux relatifs aux droits humains.

Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de tout groupement religieux.

© Amnesty International 2016
Sauf exception dûment mentionnée, ce document est sous licence Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives-International 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/legalcode>
Pour plus d'informations, veuillez consulter la page relative aux autorisations d'utilisation sur notre site : www.amnesty.org/fr
Lorsqu'une entité autre qu'Amnesty International est détentrice du copyright, le matériel n'est pas sous licence Creative Commons.
Première publication en 2016
par Amnesty International Ltd
Peter Benenson House, 1 Easton Street
Londres WC1X 0DW Royaume-Uni

Index: AMR 01/4865/2016
Version originale: anglais

amnesty.org



Cover photo: Body of a man shot dead in a street in San Salvador. El Salvador is one of the most violent countries in the world with a murder rate of 108.6 per 100,000 inhabitants in 2015. This violence is one of the main factors causing forced migration. 16 May 2016
© Amnesty International / Encarni Pinedo

AMNESTY
INTERNATIONAL





1. SYNTHÈSE

Dans un contexte où la violence s'aggrave et où la pauvreté et les inégalités persistent, les gouvernements centraméricains du Guatemala, du Honduras et du Salvador – appelés collectivement le « Triangle nord » – manquent doublement à leur devoir de protection de leurs citoyens : non seulement les conditions socioéconomiques restent médiocres et un climat de plus en plus violent imprègne progressivement l'ensemble de leur territoire, poussant un nombre record de personnes à fuir, mais les autorités ne font pas non plus le nécessaire pour protéger celles qui sont renvoyées dans leur pays, où elles retrouvent le même environnement dangereux qu'elles avaient cherché à fuir.

Amnesty International se lance dans un travail de recherche mené sur plusieurs années et dans plusieurs pays pour étudier les différentes facettes de cette crise régionale. Ses investigations porteront notamment sur les dangers du voyage des demandeurs d'asile, des réfugiés et des migrants à travers le Mexique, ainsi que sur l'absence d'action régionale satisfaisante en réponse aux besoins accrus de protection des réfugiés. L'organisation cherchera tout particulièrement à mettre en évidence le non-respect du principe de « non-refoulement » aux États-Unis et au Mexique, principe du droit international qui interdit à un État de renvoyer un réfugié vers un pays où il serait menacé ou risquerait d'être persécuté.

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a établi que les demandeurs d'asile de pays du Triangle nord entraînent dans plusieurs catégories de risque : les personnes persécutées par un gang, car celui-ci estime qu'elles ne respectent pas son autorité ; les personnes travaillant ou impliquées dans des activités où il existe un risque d'extorsion ; les victimes et les témoins de crimes commis par des membres de gangs ou des forces de sécurité ; les enfants et les adolescents de zones où des gangs sont présents ; les femmes et les filles vivant dans des zones où des gangs sont présents ; les lesbiennes, les gays et les personnes bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI). Le HCR a indiqué que tous ces groupes avaient peut-être besoin d'une protection internationale au titre de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés. Des instruments régionaux, à l'image de la Déclaration de Carthagène, recommandent aussi expressément d'accorder le statut de réfugié aux personnes qui fuient la violence généralisée dans leur pays, comme c'est le cas dans le Triangle nord centraméricain.

Pour bien comprendre la dynamique de la mobilité humaine dans la région, Amnesty International a choisi d'enquêter en premier lieu sur les conditions de départ et, souvent, d'arrivée (leur pays d'origine) du périlleux voyage entrepris par ces personnes, parvenant à la conclusion que les gouvernements de ces pays manquaient à tous leurs devoirs envers leurs citoyens.

Le flux migratoire au départ du Triangle nord vers les États-Unis en passant par le Mexique n'est pas nouveau. Cependant, depuis plusieurs années, on assiste à une nouvelle réalité : la forte hausse de la violence pousse des personnes toujours plus nombreuses à quitter leur foyer et à fuir vers le nord pour sauver leur vie. Malgré cette situation, l'impunité demeure la règle pour la plupart des crimes, et l'accès à la justice n'est qu'un vœu pieux. En outre, les ressortissants de pays du Triangle nord ont des raisons de craindre que les autorités censées assurer leur protection ne soient en réalité complices du crime organisé ou responsables elles-mêmes de violences. La vie des Guatémaltèques, des Honduriens et des Salvadoriens est un combat quotidien, la violence étant omniprésente. Bien souvent, ils n'ont d'autre choix que de fuir leur pays.

Amnesty International a constaté que la violence était un facteur d'émigration clé au Honduras et au Salvador, où les taux de violence et le contrôle territorial accru des gangs portent atteinte au droit à la vie, à l'intégrité physique, à l'éducation et à la libre circulation des personnes. Dans ces deux pays, les répercussions de cette violence sur les femmes sont de plus en plus fortes. Entre 2008 et 2015, le nombre d'homicides de femmes a progressé de 60 % au Salvador, et de 37 % au Honduras¹. Au Guatemala, l'organisation a identifié plusieurs facteurs qui poussent les gens à partir, facteurs souvent liés aux fortes inégalités qui ont toujours existé dans le pays. De plus amples recherches sont nécessaires pour analyser les facteurs d'émigration au Guatemala.

Le nombre total de migrants issus de pays du Triangle nord (demandeurs d'asile, personnes renvoyées et mineurs non accompagnés arrêtés), conjugué à l'absence d'action des pouvoirs publics en réponse aux besoins, se traduit par d'énormes lacunes en matière de protection et met en lumière l'ampleur de la crise dans ce domaine. Les expulsions du Mexique vers le Guatemala, le Honduras et le Salvador ont augmenté de 188 %, 145 % et 231 % respectivement entre 2010 et 2015, soit une hausse moyenne de 179 %². Le durcissement des contrôles aux frontières nord et sud du Mexique signifie que ces chiffres ne sont pas prêts de baisser. Dans ce contexte, Amnesty International a constaté qu'aucun pays du Triangle nord ne disposait de protocole ou de mécanisme global et clairement défini pour répondre aux besoins de protection des personnes renvoyées, un grand nombre d'entre elles se retrouvant en butte à de grands dangers. Ces pays ont toutefois investi des ressources dans l'amélioration des centres d'accueil pour les personnes renvoyées. Les recherches menées par l'organisation ont révélé que, malgré ces efforts, l'implication des États dans la protection de ces personnes semble prendre fin dès lors qu'elles quittent les centres d'accueil. Dans certains de ces pays, les autorités comptent sur les organisations de la société civile pour combler le vide et pour prodiguer les services essentiels aux personnes renvoyées qui ont besoin d'être protégées.

Les représentants nationaux et locaux des États guatémaltèque, hondurien et salvadorien en charge des migrants et des personnes renvoyées qu'a rencontrés Amnesty International n'étaient pas disposés à reconnaître à quel point la violence avait transformé les flux migratoires et était devenue un facteur d'émigration. Beaucoup ont évoqué le projet d'Alliance pour la prospérité, initiative de développement financée par le gouvernement des États-Unis, le considérant comme la principale stratégie de lutte contre les causes profondes des migrations. Toutefois, aucun n'a été en mesure d'expliquer comment cette stratégie répondait aux besoins des personnes renvoyées en danger.

Les États du Triangle nord ont souvent cherché à minimiser le lien entre violence et migration forcée, insistant au contraire sur des facteurs historiques tels que les perspectives économiques et le regroupement familial. L'explosion du nombre de demandes d'asile dans la région laisse toutefois entrevoir un réel changement des motifs d'émigration. Le nombre de ces demandes déposées dans le monde par des Guatémaltèques, des Honduriens et des Salvadoriens a affiché une hausse de 597 % entre 2010 et 2015, d'après les statistiques du HCR. La gravité de la situation apparaît dans les nouvelles caractéristiques démographiques des demandeurs d'asile, des réfugiés et des migrants qui, de plus en plus, appartiennent aux groupes les plus vulnérables de la société et dont les droits fondamentaux ne sont pas protégés par les États : les femmes, les jeunes, les enfants (voyageant seul ou avec leur famille) et les personnes LGBTI.

¹ Le nombre d'homicides de femmes a été calculé à partir des statistiques sur les homicides de l'Institut médico-légal national (INACIF), disponibles sur www.inacif.gob.gt/index.php?option=com_content&view=article&id=96&Itemid=2, et des chiffres de la population donnés par la Division de la population des Nations unies dans son étude démographique 2015 Revision of World Population Prospects.

² Statistiques de l'Unité de la politique migratoire, disponibles sur http://www.politicamigratoria.gob.mx/es_mx/SEGOB/Estadistica

Quand, lors de leur périple, ces personnes sont victimes de tragédies, le consulat ou le ministère des Affaires étrangères de leur pays est lent à réagir et ne se soucie guère de réclamer justice ou d'obtenir une assistance pour leurs proches qui ne sont pas partis. Amnesty International s'est rendu compte que les États du Triangle nord n'avaient pas adopté de ligne de conduite claire pour aider les proches des migrants victimes de graves violations des droits humains lors de leur voyage sur le territoire mexicain, ou pour répondre à leurs besoins.

Même si les pays de transit et de destination se mobilisent pour endiguer l'afflux de migrants, une issue ne pourra être trouvée à la crise touchant la région que si les dirigeants des pays du Triangle nord prennent des mesures concrètes et font face à la crise en matière de protection sur leur territoire.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Il faut que les États du Triangle nord admettent leur responsabilité dans la crise en matière de protection que connaît la région. Les pouvoirs publics de ces États doivent également élaborer et mettre en œuvre des politiques et des cadres juridiques de protection des personnes renvoyées, une attention particulière étant accordée aux groupes vulnérables tels que les enfants, les populations indigènes, les femmes et les personnes LGBTI.

Le Guatemala, le Honduras et le Salvador doivent fournir une assistance de meilleure qualité et permanente aux proches des personnes qui ont été victimes de crimes ou de violations des droits humains en transit à l'étranger. Ils doivent notamment défendre plus activement leur cause auprès des autorités étrangères, mettre en place des mécanismes transnationaux de justice ou renforcer ceux existants, tenir les familles informées des enquêtes en cours et assurer le cas échéant leur prise en charge psychologique.

Une partie des ressources des initiatives de coopération internationale, en particulier du projet d'Alliance pour la prospérité, doit être affectée aux programmes qui répondent aux besoins des personnes renvoyées en danger. Par ailleurs, il convient de veiller à ce que l'aide économique accordée aux pays d'origine serve à concevoir et à mettre en œuvre des mécanismes de protection des populations menacées avant et après leurs migrations.



2 CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS

North and Central America are facing the most acute crisis of people on the move that the region has seen in decades. Future research by Amnesty International will examine the dangers of the migrant journey through Mexico and the failings of the regional response to the surge in refugee protection needs. But an inherent part of the dilemma resides with the countries of origin, where the governments of the Northern Triangle (Guatemala, Honduras and El Salvador) are routinely failing in their obligations to protect the people under their jurisdiction when they flee to other countries due to violence and when they are then returned as deportees to the same unsafe conditions.

The gangs' control of broad swaths of territory affects all of society and has different impacts on different groups, such as sexual violence against women and girls, specific targeting of LGBTI people and forced recruitment of children, especially boys. Unable to seek protection or justice from law enforcement and criminal justice systems that are both ineffective and often corrupt, citizens of these countries are fleeing their homes as the only way to escape violence.

As a new regional paradigm of immigration enforcement has taken shape, these countries now face an influx of returned deportees, many of whom are being sent back from other countries – mainly from Mexico and the United States – in violation of international law that protects them as refugees. UNHCR has indicated that asylum-seekers from the Northern Triangle countries fall within a certain risk profile: individuals or groups persecuted by a gang due to the gang's perception that they do not comply with the gang's authority; persons dedicated to specific economic activities highly susceptible to extortion; victims and witnesses of crimes committed by gangs or members of the security forces; children and youth from areas where gangs operate and control territory; women and girls in areas where gangs operate; and LGBTI people. Members of all these groups may be in need of international protection under the 1951 Refugee Convention. In addition, regional instruments such as the Cartagena Declaration clearly calls for refugee status for those persons fleeing generalized violence in their countries, such as those from Central America's Northern Triangle.

While the immediate reception and needs of those who have been forcibly returned have improved and social and economic reintegration programmes are taking shape, the governments of the three countries have no comprehensive protection protocols or mechanisms in place for the thousands of people who are being deported back to the same conditions of violence from which they fled. The Plan of the Alliance for Prosperity is considered by most government officials interviewed by Amnesty International as the main strategy to address root causes of migration with the aim of increasing economic growth and reducing organized crime. However, it is unclear how the needs of people deported who are returned to dangerous situations are taken into consideration or that this will help offer any real protection to those facing violence.

The remittances that migrants living abroad send back to their home countries are important contributions to the economies of Northern Triangle countries. Yet the states appear largely indifferent to the suffering of the families of migrants who have gone missing during their journeys or have been the victims of grave human rights violations in Mexico in their efforts to reach the United States, including enforced disappearances and gruesome massacres. Northern Triangle states have provided minimal assistance in their search for truth, justice and reparations.

The states of the Northern Triangle must take immediate measures to ensure the safety of thousands of people whose lives are in great danger and must be prepared to contend with deportation numbers that are unlikely to drop substantially anytime soon. As funds from major new development plans such as the Plan of the Alliance for Prosperity arrive that seek to stem the revolving door of the migrant flow, concrete measures to address the protection needs of this population, particularly those of deportees, must be made a priority.


RECOMMENDATIONS TO GOVERNMENTS

To the Governments of El Salvador, Honduras and Guatemala:

- Design interview questions for consular services and reception centres to be able to identify if deportees are in danger in their communities of origin.
- Improve coordination between consular services abroad and national reception centres to identify cases of deported people in need of protection.
- Identify and design, together with host countries, mechanisms for re-admission of deportees who were victims of a violation of the principle of non-refoulement.
- Provide psychological support to deportees when needed.
- If needed, relocate deportees in danger to different communities and provide them with housing, education and work possibilities in the new communities.
- Assume central responsibility for the protection of deportees using the resources required given the demand caused by the increase in numbers of deportees.
- Ensure that all reception, reintegration and protection programmes for deported migrants take into consideration the rights and specific protection issues relating to groups such as women, indigenous people, LGBTI people and unaccompanied children.
- Streamline co-ordination of services as well as compilation of statistics between various ministries, agencies and task forces working on migration issues for both adults and children.
- Create protocols to lend improved and continued assistance to the relatives of migrants who have been the victims of crime or human rights violations abroad. This includes more active advocacy on their behalf with foreign authorities, the development and strengthening of transnational justice mechanisms, keeping families informed of ongoing investigations and providing psychological assistance when necessary.

To the Government of the United States:

- Guarantee the US-backed Plan of the Alliance for Prosperity be earmarked for protection measures for at-risk deportees. Economic aid for the countries of origin should be channelled to support the design and implementation of protection mechanisms for at risk population before and after migration occurs.



**AMNESTY INTERNATIONAL
IS A GLOBAL MOVEMENT
FOR HUMAN RIGHTS.
WHEN INJUSTICE HAPPENS
TO ONE PERSON, IT
MATTERS TO US ALL.**

CONTACT US

 info@amnesty.org

 +44 (0)20 7413 5500

JOIN THE CONVERSATION

 www.facebook.com/AmnestyGlobal

 @AmnestyOnline

UN RETOUR DIFFICILE

HONDURAS, GUATEMALA AND EL SALVADOR'S ROLE IN A DEEPENING REFUGEE CRISIS

Gangs (known as maras) and organized crime have made the so-called Northern Triangle (El Salvador, Honduras and Guatemala) one of the most dangerous regions in the world in the past decade. This “new reality” has created an important shift in the push factors affecting migration flows in the Central America-Mexico-US migration corridor: soaring violence has caused rising numbers of people to run north to save their lives.

The Northern Triangle governments are often unwilling to acknowledge how significantly the increasing violence has changed migration. This has a serious impact on what has increasingly become part of the migrant's journey: the forced return.

In its research in all three countries, Amnesty International found that Northern Triangle governments have not fully recognized the scale of the problem and are doubly failing to protect their citizens: socioeconomic conditions remain poor and an increasingly violent environment permeates every corner of their countries, which causes people to flee in record numbers, but governments are failing to provide protection to those who are deported back to the same dangerous climates from which they ran.